



Déclaration du MRC sur l'état d'insécurité galopante au Cameroun.

Depuis quelques temps, nous assistons à une recrudescence de l'insécurité dans notre pays, en dehors des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui sont minées par le conflit armé, et celle de l'Extrême-Nord toujours en proie à des attaques de la secte Boko Haram, même si elles sont devenues sporadiques. L'explosion de l'insécurité dans les régions du pays jusque-là épargnées se traduit notamment par des assassinats des citoyens dans diverses localités sur toute l'étendue du territoire national, les agressions en bandes organisées ou non dans les quartiers des villes et dans les villages, les attaques violentes des véhicules sur les grands axes routiers, les enlèvements (kidnappings) avec demande de rançon.

Il ne se passe plus de jour sans qu'on apprenne qu'une Camerounaise ou un Camerounais a été assassiné(e) dans un coin du pays, et notamment dans les grandes agglomérations. S'y ajoute la violence exercée par certaines autorités traditionnelles ou avec leur bénédiction sur des citoyens traités comme des « sujets » sur lesquels ils auraient droit

de vie et de mort, dans un État qui se dit pourtant républicain.

Face à cette situation dramatique, qui étale un peu plus l'incapacité des services compétents à protéger les Camerounais dans leur propre pays, le MRC demande au gouvernement de

prendre toutes les mesures utiles afin de palier à cette nouvelle menace à laquelle est confronté le peuple camerounais, par ailleurs exténué par la vie chère, le manque d'électricité et d'eau potable, et toutes les maladies de la

pauvreté.

Nous recommandons aux populations la prudence et la vigilance, en particulier d'éviter les zones et horaires de voyage à risque.

Fait à Yaoundé, le 17 mars 2023.

Le Président National

Maurice KAMTO
